

Entreprises

Publié le 19/11/2022 – Mis à jour le 01/02/2023

Compte bancaire professionnel d'une société

Lors de la création d'une société, il est obligatoire d'ouvrir un compte bancaire professionnel.

A quoi sert un compte professionnel ?

L'ouverture d'un compte bancaire professionnel permet **déséparer les opérations commerciales de celles qui sont réalisées par le chef d'entreprise** dans sa vie personnelle .

De plus, un compte professionnel peut donner accès à **certains droits et avantages** exclusivement réservés aux professionnels, notamment un **accompagnement personnalisé** par la banque dans la gestion du compte.

L'ouverture d'un compte bancaire professionnel est-elle obligatoire ?

L'ouverture d'un compte bancaire professionnel est obligatoire pour créer une société.

Cette démarche intervient généralement juste avant l'immatriculation de la société. En effet, c'est souvent sur ce compte que le capital social est déposé.

Comment ouvrir un compte bancaire professionnel ?

Il faut transmettre à la banque les documents suivants :

Demande d'ouverture d'un compte bancaire professionnel

Pièce d'identité du dirigeant

Projet de statuts

Si l'activité est exercée dans un local professionnel, justificatif d'utilisation du local (exemple :bail commercial)

La banque ouvre alors un **compte professionnel provisoire** au nom de la société. Elle fournit également une **attestation de blocage des fonds** à la suite du dépôt du capital social.

Une fois l'immatriculation de la société effectuée, il faut fournir un justificatif d'immatriculation pour que les fonds soient débloqués et que le compte professionnel soit définitivement ouvert.

Que faire en cas de refus d'ouverture d'un compte bancaire ?

Si la banque refuse d'ouvrir un compte bancaire au nom de la société elle doit fournir une **attestation** ou une **lettre de refus** d'ouverture de compte.

Il faut alors se rapprocher de la Banque de France pour que celle-ci désigne un établissement bancaire qui aura l'obligation d'ouvrir un compte bancaire professionnel au nom de la société. Il s'agit de la procédure dite de « droit au compte ».

Je crée

Vous êtes au stade de l'idée

Êtes-vous fait pour créer et gérer une entreprise ?

Votre idée de business peut-elle réussir ?

Faire une étude de marché

Construire votre business plan

Vous préparez la création

Tester votre activité avant de vous lancer (incubateur, couveuse, portage salarial, coopérative, pépinière...)

Déterminer la nature de l'activité de votre entreprise

Vérifier si l'activité que vous envisagez est réglementée

Choisir la forme juridique de votre entreprise

Être accompagné dans la création de votre entreprise

Trouver des financements

Domicilier votre entreprise individuelle et votre activité

Domicilier votre société et votre activité

Choisir et protéger la dénomination de votre entreprise individuelle

Choisir et protéger la dénomination de votre société

Protéger votre idée et votre produit

Constituer et déposer le capital social si vous créez une société

Rédiger et enregistrer les statuts si vous créez une société

Nommer le dirigeant si vous créez une société

Publier dans un journal d'annonces légales si vous créez une société

Effectuer les démarches si vous exercez une activité réglementée

Choisir la date de clôture d'un exercice comptable

Déclaration des bénéficiaires effectifs de la société

Ouvrir un compte bancaire professionnel au nom de la société

Ouvrir un compte bancaire dédié à l'activité professionnelle de l'entreprise individuelle

Ouvrir un compte bancaire dédié à l'activité professionnelle de la micro-entreprise

Vous lancez votre entreprise

Immatriculer votre société

Immatriculer votre entreprise individuelle

Immatriculer votre micro-entreprise

Assurer votre société

Assurer votre entreprise individuelle

Assurer votre micro-entreprise

Vous faire connaître à la Poste et souscrire des abonnements internet, téléphonie, électricité

Mettre en place les registres obligatoires de votre micro-entreprise

Mettre en place les registres obligatoires de votre entreprise individuelle

Mettre en place les registres obligatoires de votre société

Ce qu'il faut savoir sur les règles fiscales et sociales

Fiscalité d'un micro-entrepreneur : ce qu'il faut savoir

Fiscalité d'un entrepreneur individuel (EI) : ce qu'il faut savoir

Fiscalité de la société par actions simplifiée (SAS) : ce qu'il faut savoir

Fiscalité de la société anonyme (SA) : ce qu'il faut savoir

Fiscalité de la société à responsabilité limitée (SARL) : ce qu'il faut savoir

Fiscalité de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) : ce qu'il faut savoir

Fiscalité de la société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) : ce qu'il faut savoir

Cotisations sociales d'un micro-entrepreneur : ce qu'il faut savoir

Cotisations sociales d'un entrepreneur individuel : ce qu'il faut savoir

Cotisations sociales d'une société par actions simplifiée (SAS) : ce qu'il faut savoir

Cotisations sociales d'une société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) : ce qu'il faut savoir

Cotisations sociales d'une société anonyme (SA) : ce qu'il faut savoir

Cotisations sociales d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) : ce qu'il faut savoir

Cotisations sociales d'une société à responsabilité limitée (SARL) : ce qu'il faut savoir

Et aussi...

- Droit au compte en cas de refus d'ouverture d'un compte professionnel
- Choisir et protéger la dénomination d'une société
- Compte bancaire professionnel de l'entrepreneur individuel
- Compte bancaire professionnel du micro-entrepreneur (auto-entrepreneur)

Pour en savoir plus

- Compte bancaire professionnel : est-ce une obligation ?

Source : Ministère chargé des finances

Services en ligne

- Demande de droit au compte Société – espace personnel
Téléservice
- Formulaire de demande de droit au compte pour une société
Téléservice

Textes de référence

- Loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises : article 39
Article 39
- Code monétaire et financier : article L312-1
Droit au compte
- Code monétaire et financier : article D312-5
Prestations de base compte
- Code de commerce : article L123-24
Commerçants
- Code de commerce : article R526-27
Dénomination compte bancaire (EI)
- Arrêté du 31 juillet 2015 fixant la liste des pièces justificatives pour l'exercice du droit au compte auprès de la Banque de France

